

Genève, fière de son histoire LGBTIQ+

Cette brochure mobilise, lorsque cela est pertinent, le langage inclusif, soit un style d'écriture qui se veut non-discriminant et qui inclut le féminin, le masculin, mais également d'autres identités de genre par l'usage du «-x-». Le langage inclusif étant en perpétuelle évolution, les modalités utilisées ici restent perfectibles.

Photo de la première page de couverture:
© David Wagnières

Photo en quatrième de couverture:
© Anna Pizzolante – Ville de Genève



Genève, fière de son histoire LGBTIQ+

Sandra Pointet – Ville de Genève



En 2019, au moment d'accueillir pour la quatrième fois la Pride romande, l'exposition « Genève, fière de son histoire LGBTIQ+ » était présentée au Parc des Bastions dans le cadre de la campagne annuelle contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie de la Ville de Genève.

Au fil d'images d'archives fortes, elle rappelait que, dès le début des années 1970, notre ville a été le théâtre de nombreux engagements et mobilisations pour les droits et la visibilité des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, trans*, intersexes, queers ou appartenant à d'autres minorités sexuelles et de genre (LGBTIQ+). Ce faisant, cette manifestation constituait également un hommage à toutes ces personnes et ces collectifs qui ont œuvré, milité, lutté de toutes leurs forces pour que notre société devienne plus juste et plus inclusive; et qui ont contribué à faire de Genève une ville pionnière dans la lutte contre les discriminations et pour le respect et la promotion des droits humains.

La présente publication est tirée de cette exposition. Elle s'inscrit dans la volonté de la Ville de Genève de continuer à visibiliser la riche histoire LGBTIQ+ locale et de contribuer à la préservation de sa mémoire.

Aujourd'hui, le combat contre la violence et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et affective, l'identité et l'expression de genre n'est malheureusement pas terminé. L'histoire s'écrit encore. Dans ce cadre, la Ville de Genève entend poursuivre avec détermination son action pour la promotion et le respect des droits humains fondamentaux des personnes LGBTIQ+, par le biais notamment d'une Stratégie municipale LGBTIQ+ 2020-2030 ambitieuse, adoptée par le Conseil administratif en juillet 2020. Reposant sur 7 axes et 23 objectifs prioritaires, elle couvre de manière transversale et durable des enjeux locaux, mais également nationaux et internationaux, en la matière et devrait permettre à notre ville de progresser encore, dans la perspective d'être réellement respectueuse, inclusive et accueillante, pour tout le monde, en tout temps.

Je vous souhaite une excellente lecture!

Alfonso Gomez

Conseiller administratif en charge de l'égalité et de la diversité
en Ville de Genève

1 Les Bals des chattes sauvages, fêtes organisées par les lesbiennes genevoises, donneront leur nom au documentaire de Véronika Minder sur 100 ans de culture lesbienne.

2 Le Centre Femmes Natalie Barney publie une brochure d'information. Ici la couverture d'un exemplaire de 1999.

3 Le Centre Femmes Natalie Barney fête ses 10 ans dans ses locaux au Boulevard Saint-Georges, avant de déménager à Champel, avenue Peschier, pour terminer son histoire en périphérie genevoise, au Lignon.

Bal des chattes s

1972

Au sein du Mouvement de Libération des Femmes de Genève (MLF) s'engagent de nombreuses lesbiennes dont les sections porteront plusieurs noms: Groupe Lesbien Genevois, Sappho s'en fout, Sappho l'faire... En juin 1972, elles publient un tract sur l'homosexualité intitulé *Hétéros, on est navrées de vous gêner*. Les lesbiennes considèrent en effet qu'elles ne sont pas suffisamment prises en considération au sein du MLF et dénoncent un manque de solidarité. En 1977 est créé le Centre Femmes Natalie Barney, en hommage à la militante et écrivaine américaine. L'espace du Boulevard Saint-Georges est investi par les féministes lesbiennes, dont le collectif politique Vanille-Fraise, et sera le haut lieu des fameux Bals des Chattes Sauvages. Après plusieurs déménagements qui écoreront cette fantastique dynamique, le Centre Femmes deviendra, en 2002, Lestime, installée aux Grottes. Carole Roussopoulos réalise un film sur l'association en 2003, intitulé *Qui a peur des amazones ?*. Elle célèbre ainsi plusieurs décennies d'engagement pour les droits des lesbiennes, leur représentativité et leur visibilité, tant au sein des mouvements féminins et féministes, que des communautés LGBTIQ+.



© DR - Lestime

© DR - Lestime

sauvages



3

22-24-25 mai
10 ans du Centre
Femmes

Long - better friend than
any - make my heart & W
Proulx - of the

5 RD ST GEORGES - 100% OFFICE - 25 22 W

© DR - Lestime

4

L'ÉCHAPPEE BELLE



manuel pratique

© DR - Lestime

4 En 1979, des femmes de Genève réalisent un manuel pratique à l'intention des femmes, hétéro ou homosexuelles. Des conseils face à la police, aux juges, aux agresseurs...

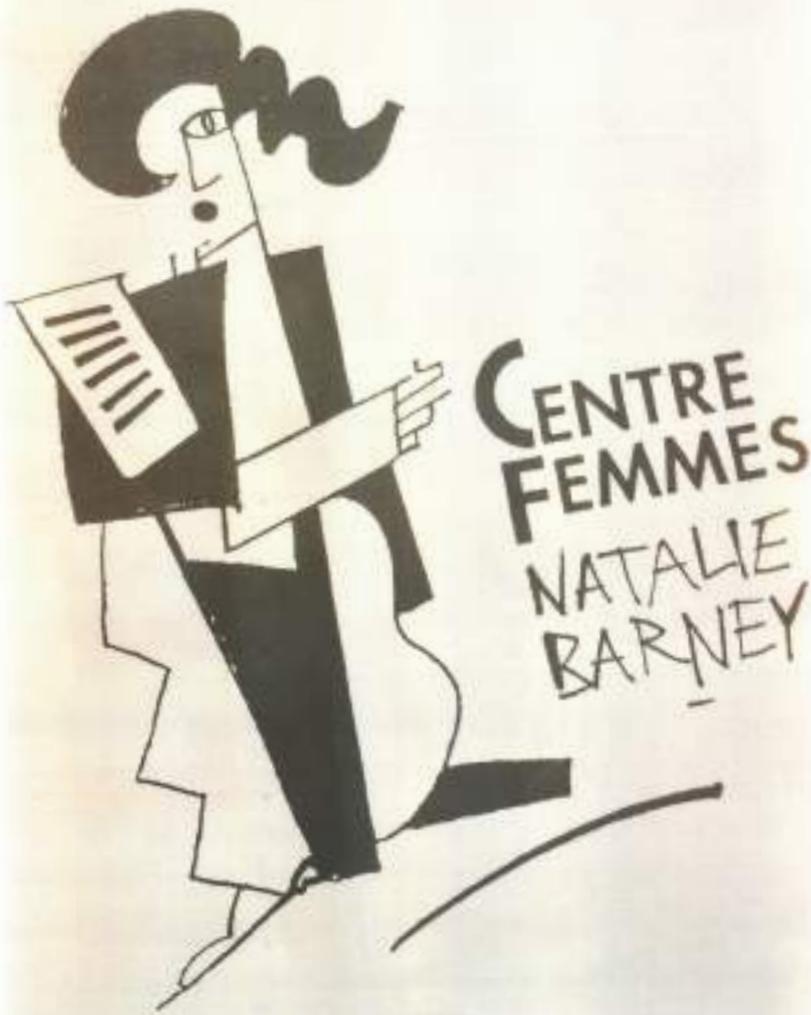
5

56



6

Hors de la nuit des normes, hors de l'énorme ennui



© Christiane Parth - Lestime

5 Le collectif Sappho s'en fout, des lesbiennes genevoises qui réclament plus de visibilité au sein du Mouvement de Libération des Femmes (MLF) dès 1972, s'exprime dans la publication collective réalisée par des femmes genevoises *L'Échappée belle* (1979).

6 Christiane Parth, une militante graphiste, réalise le logo du Centre Femmes Natalie Barney.



57

SAPPHO s'en fout

On n'a pas envie ici de défendre l'homosexualité, d'en faire l'apologie, de jouer aux martyrs ou de se justifier. Être homosexuelle signifie tout simplement aimer les femmes. Mais comme nous vivons encore dans une société patriarcale, hétérosexuelle et centrée sur la famille, nous représentons une certaine menace pour l'Ordre établi.

Nos délits ?

- avoir une relation avec une personne mineure = débauche contre nature (art. 194 CPS: doit punir de l'emprisonnement)
- M.B. La majorité homosexuelle: 20 ans; la majorité hétérosexuelle: 16 ans.
- M.B. Contrairement à la prostitution hétérosexuelle, la prostitution homosexuelle est réprimée par le CPS (art. 194 et 3).
- être une "homosexuelle voisine" signifie refus du certificat de bonnes vie et mœurs.
- avoir les femmes, le dire et le sentir bien signifie "faire du prostitution" (c'est ce que les députés Vigliani, certains libéraux et PDC ont affirmé lors de débats au Conseil municipal et au Grand Conseil après le Festival Cinéma et homosexualité qui a eu lieu au CAC en automne 1978).

La répression "ordinaire" sans compter notre propre auto-censure...

- Une jeune fille de 18 ans s'est récemment fait aider de son boulot (une pension médicale) car obéissant, elle était lesbienne.
- Descentes de Tika dans les "bars réservés".
- Pendant le Festival "Cinéma et homosexualité", il y avait non stop des files en civil dans les locaux du cinéma.
- A la tête des femmes qui à ce lieu dans un Centre de loisirs pendant le même festival, deux fois en ont été intervenus comme voleurs et pour "voir s'il y avait des mineures".
- Difficultés pour deux ou plusieurs personnes du même sexe de trouver un logement (surtout que les familles et même les couples non mariés ont moins de problèmes).

Les lesbiennes sont partout, sauf au conc.



© DR - Fonds Halosis/Bibliothèque de Genève

1 La pétition du GHOG (Groupe homosexuel de Genève) contre le certificat de «bonne vie et mœurs», déposée en décembre 1979, a recueilli 4 000 signatures. Elle sera toutefois classée sans suite par le Grand Conseil genevois.

2 Affiche du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) et du Groupe Libertaire Homosexuel de Genève (GLHOG), dénonçant le sexisme empreint d'homophobie d'une «humeur» parue dans le journal *La Suisse* en 1975.

3 Article paru dans le *Journal de Genève*, le 3 juin 1980.

3 **MALGRÉ UNE DEMANDE D'HOMOSEXUELS**

Maintien du certificat de bonne vie et mœurs

Le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) s'était adressé à la fin de l'année dernière au Grand Conseil pour obtenir d'une part la suppression du certificat de bonne vie et mœurs, et d'autre part l'abolition de la part des employeurs et bailleurs de toute discrimination basée sur la différence homosexuelle. Les pétitionnaires affirmaient à l'appui de leur demande que beaucoup d'emplois leur sont fermés, ce qui implique qu'ils doivent vivre leur vraie nature dans l'hypocrisie et la clandestinité, avec toutes les conséquences psychiques et sociales qui en découlent.

La commission des pétitions semble avoir fait siennes les considérations du Département de justice et police à savoir que le certificat de bonne vie et mœurs est une institution que l'on connaît partout en Suisse. Il ne faut du reste pas le confondre avec l'extrait de casier judiciaire. Au niveau fédéral, il s'intitule certificat de moralité. Toute décision en la matière peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif. Or, toujours selon le Département de justice et police celui-ci ne saurait admettre que le simple fait d'être homosexuel et de vivre avec un autre homosexuel constitue en soi un acte d'inconduite.

L'homosexuel ne peut subir de préjudice dans la mesure «où le recourant ne perturbe pas l'ordre public» ou «que son homosexualité ne se traduit pas par des comportements psychopathiques aboutissant à la commission de délits ou à la débauche».

L'Etat n'a aucun pouvoir sur les employeurs ou les bailleurs pour empêcher qu'une discrimination soit exercée à l'endroit des homosexuels, vu qu'il doit respecter la liberté contractuelle.

Enfin, estime le président du Département de justice et police, supprimer le certificat de bonne vie et mœurs impliquerait qu'on ait recours aux enquêtes de police qui sont beaucoup plus lourdes de conséquences que la présentation du certificat précité.

H. de S.

© DR - Archives Le Temps

3. certificat de bonne vie et moeurs

123

Loi sur les dossiers de police et le certificat de bonne vie et moeurs, 1.1.1978.

Art. 10

1 Le certificat de bonne vie et moeurs est refusé :

a) à celui dont le casier judiciaire contient une condamnation non radiée à une peine privative de liberté.

L'autorité compétente apprécie librement, eu égard aux circonstances, si certaines condamnations de peu de gravité peuvent ne pas être retenues. Il peut en être de même des condamnations en raison d'une infraction non intentionnelle ;

b) à celui dont l'honorabilité peut être déniée avec certitude en raison soit d'une ou de plusieurs plaintes fondées concernant son comportement, soit de contraventions encourues par lui à répétitions reprises, soit de son genre de vie (ivrognerie, toxicomanie, conduite notoire) ou encore s'il s'agit d'un **failli inexcusable**.

2 Les faits de peu d'importance ou ceux qui sont contestés et non établis ne sont pas pris en considération.

C'est également une **institution cantonale**. A Genève, jusqu'à l'année dernière, il y avait un règlement, mais sa base légale a été jugée insuffisante. Le Parti socialiste, au Grand Conseil, a proposé de supprimer cette institution. Mais la majorité a voulu maintenir ce papelard, pour soi-disant ne pas créer d'inégalités (car le certificat existe dans tous les cantons), mais en réalité, selon les déclarations de Fontanet: "*pour assurer la lutte contre la criminalité et empêcher que n'importe qui puisse assumer des fonctions, par exemple d'enseignant*" (cf. Mémorial du Grand Conseil, No 30, p. 3033). Alors, en septembre 1977, le Parlement a voté une loi qui est entrée en vigueur le 1.1.1978.

Ce certificat peut être exigé de tout employeur; par exemple, à la Ville de Genève, il doit être présenté par tout candidat à un poste, que ce soit en tant que stagiaire ou personnel temporaire. Autre ex.: à Berne, la présentation du cbvm est une condition d'immatriculation à l'université !

On n'exagère pas en affirmant qu'on n'est pas loin d'une espèce de **Berufsverbot**; en tout cas, la structure juridique est toute prête !

Le cbvm crée deux catégories de citoyens: ceut qui sont honorables, et ceux qui ne le sont pas. En fondant sa distinction sur la notion subjective d'honorabilité, l'autorité montre bien qu'elle veut se donner la possibilité d'être **plus pénalisante que la loi**, c'est-à-dire pénaliser ceux qui ne sont pas condamnables aux termes de la loi. Le Tribunal fédéral a admis "que cette institution permettait à l'autorité de dénier l'honorabilité d'une personne, en raison de simples contraventions ou en raison même de son genre de vie, c'est-à-dire pour des faits qui peuvent être certainement moins graves que ceux qui auraient donné lieu à une condamnation suivie d'une inscription au casier judiciaire" (Projet de loi 4613, exposé des motifs, p. 8). Donc, la **nouvelle loi permet au pouvoir policier d'aller au-delà de la loi !** Tout ça pour donner à l'Etat les moyens d'écarter de certaines fonctions les marginaux, non-conformes et indésirables.



4 Le manuel pratique *L'Echappée belle*, écrit et réalisé par des femmes de Genève, revient sur le certificat de «bonne vie et mœurs», en 1979.

5 Affiche contre le certificat de «bonne vie et mœurs» en 1978.

6 Une fête du Groupe homosexuel de Genève (GHO) en juin 1980.



Les pédés sont désaxés
violent les petits garçons

sont tous
antiquaires
et garçons
coiffeurs

sont des
obsédés
sexuels

sont impuis-
sants, efféminés

contre nature:
c'est un fléau
social

1978

Première intervention marquante et commune, réunissant notamment le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) et le Groupe des lesbiennes de Genève (GLG), le festival de films *Cinéma et homosexualité* s'est tenu du 31 octobre au 19 novembre 1978 au Centre d'Animation Cinématographique de Voltaire (C.A.C. Voltaire), avec l'appui de son directeur, Rui Nogueira. La question de l'homosexualité est portée sur la place publique genevoise à travers de nombreux films, souvent inédits, qui abordent les homosexualités masculine et féminine et mettent en évidence leurs enjeux. En 2003, Dialogai propose à son tour un *Festival du film Gai et Lesbien* de Genève, toujours au C.A.C. Voltaire. Quarante ans plus tard, le festival *Everybody's Perfect* est créé en hommage à celui de 1978, toujours avec l'équipe du C.A.C. Voltaire, rebaptisé les Cinémas du Grütli. Depuis cette renaissance en 2010, il est devenu au fil des années un rendez-vous incontournable dans le paysage culturel genevois.



Dès mardi au CAC

Cinéma et homosexualité

Du 31 octobre au 19 novembre, aura lieu au Centre d'animation cinématographique un festival de films sur le thème de l'homosexualité. Ce sont quatre groupes d'homosexuels – hommes et femmes – de Suisse romande qui ont mis sur pied ce festival pour présenter d'eux-mêmes une autre image que celle que véhiculent trop de clichés dévalorisants, grotesques ou franchement hostiles. Il devait également être une occasion de discuter, de se rencontrer, de débattre, et de sortir d'un ghetto où, disent-ils, une société à la tolérance parcimonieuse les enferme encore.

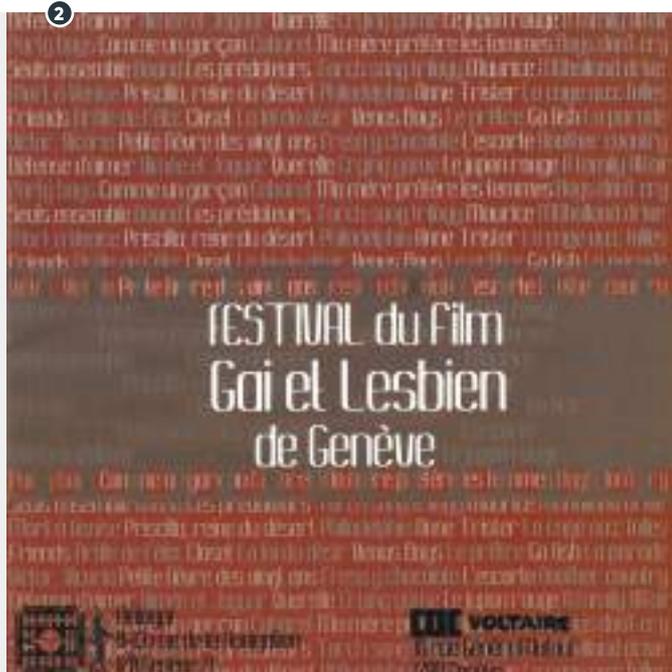
Pour monter ce festival ils se sont adressés au CAC qui en assure le financement, tandis qu'eux se sont occupés de trouver les films, et d'organiser la programmation. Il ne sont pas très contents du résultat final: on n'a retenu, estiment-ils, que les films les plus faciles et les mieux vendables aux dépens de productions originales qu'on n'avait jamais eu l'occasion de voir à ce jour, et surtout, aux dépens de débats qui étaient pour eux la raison d'être du festival et qui ont été réduits à la portion congrue. Mais, tel quel, le festival permettra de voir des films intéressants. Certains sont connus, comme *Céline et Julie vont en bateau*, de Jacques Rivette, *Je, tu, il, elle* de Chantal Ackerman, *Scènes de chasse en Bavière* de Peter Fleischmann, et *Le droit du plus fort* de Rainer Fassbinder. Certains seront projetés pour la première fois à Genève, comme *Militia Battlefield* de Jana Bokova, *Sebastiane*, de D. Jerman, et *Pink Narcissus*.

Les groupes qui ont organisé le festival y tiendront des permanences, pour permettre à ceux qui le désirent de prendre contact afin de se faire connaître pour informer sur leur action. Celle-ci a un double but: permettre aux homosexuels de se rencontrer, et de découvrir, en discutant avec d'autres, que les problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement, dans leur travail, dans leurs rapports avec leurs proches, ne leur sont pas personnels, mais sont communs à tous les homosexuels, et qu'ils ne sont pas en eux mais dans la façon dont la société réagit à leur endroit. Et travailler à modifier cette réaction, en modifiant les images toutes faites qui les condamnent. (Sa)

1 Le tract d'annonce du festival de 1978 à la sauce du Groupe homosexuel de Genève (GHO): piquante et impertinente.

2 En 2003, Dialogai organise un *Festival du film Gai et Lesbien de Genève*, également au C.A.C Voltaire qui avait accueilli le festival de 1978.

3 Annonce dans le *Journal de Genève* du festival *Cinéma et homosexualité*, parue le 30 octobre 1978, avec un extrait de la programmation.



© Dialogai

4 Le festival *Cinéma et homosexualité* n'a pas plu à certain-e-s député-e-s du Grand Conseil. Article paru dans le *Journal de Genève* le 20 décembre 1978.

5 Affiche du festival *Cinéma et homosexualité* de 1978, projet proposé par des groupes gays et lesbiens de Genève et Lausanne.

6 Affiche de la première édition du festival *Everybody's Perfect* en 2010.

Les homosexuels se fâchent

Lors de la dernière session du Grand Conseil, certains députés avaient interpellé le Conseil d'Etat à propos de la récente organisation d'un festival «Cinéma et homosexualité», dans le cadre du CAC. M. André Chavanne, pour sa part, avait déploré la collaboration entre le CAC et les groupes homosexuels, à l'occasion de ce festival. Ces derniers ont donc réagi en regrettant l'oppression dont ils estiment être les victimes.

«Les déclarations de M. Chavanne et de Mme Girardin, affirment-ils dans un communiqué, montrent clairement que, pour les autorités, l'homosexualité est acceptable pour autant qu'elle reste un phénomène individuel et discret. Or, c'est précisément pour affirmer que le problème n'est pas l'homosexualité, mais les conditions faites par la société à cette forme de sexualité, que plusieurs milliers de groupes de libération homosexuels existent aujourd'hui dans le monde.»
(H)

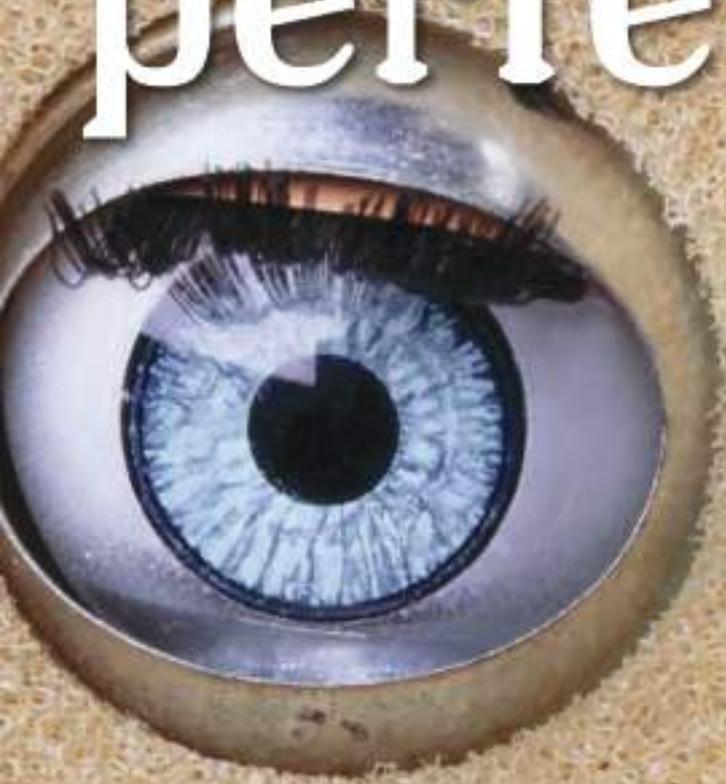
© DR - Archives Le Temps



© Corbis - Festival Everybody's Perfect

10-21 novembre 2010

Everybody's perfect



Festival du film gay et lesbien de Genève (LGBTIQ*)

CAC Voltaire // Grütli

**Lesbien, Gay, Bi, Trans, Intersexe, Queer*

www.everybodysperfect.ch

LE GAI SAVOIR



AVEC LE SOUTIEN DE LA VILLE DE GENÈVE

Avec le soutien de la **Levens Reportage**

Soutien **MIGROS** pour-cent culturel



RTS Espace Télévision Suisse

CAC VOLTAIRE

RESPECT

Fédération Genevoise des Associations LGBT

360

Dialogai

LesTime

parents d'homme Genève

TOTEM

PINK CROSS

network

PINK CROSS

LOS



TRADUCTEURS

1



1979

La lutte prend de plus en plus d'ampleur à partir de la fin des années 1970 à Genève. Le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) s'affiche déjà en 1979 dans le cortège du 1^{er} mai, première manifestation publique d'homosexuels à Genève, avec un slogan qui marque les esprits: «40h d'amour par semaine: un minimum!». Suite à l'Homo-Manif, mixte, du 4 juillet 1981 à Lausanne, l'idée naît d'une manifestation ne rassemblant que des femmes lesbiennes: la Goudou-Manif. Elle aura lieu le 22 mai 1982, à 14h30, au départ de la Place des Alpes à Genève. «Nous ne voulons plus renforcer notre négation en n'osant participer qu'aux manifestations féministes ou homosexuelles mixtes», affirme Vanille-Fraise, le groupe des lesbiennes de Genève, dans le n° 3 de leur magazine *Clit007*. Le jour J, elles seront plus d'une centaine à défilier, venues de toute la Suisse, mais aussi de France et d'Allemagne, avec ce slogan en ouverture de cortège, que l'on retrouve aussi sur le logo du Centre Femmes Natalie Barney: «Hors de la nuit des normes, hors de l'énorme ennui!»



LE PREMIER MAI À GENÈVE
Un slogan-surprise !



Beaucoup de monde, hier à Genève, pour la cortège du 1er mai. « Sécurité de l'emploi » et « qualité de vie » ont été les deux thèmes importants. Une « surprise » dans ce cortège : la présence d'homonosexuels revendiquant pour leurs droits. Page 17

goudou manif 82



© La Suisse

© Cif007 - www.cif007.ch



1



1980



2

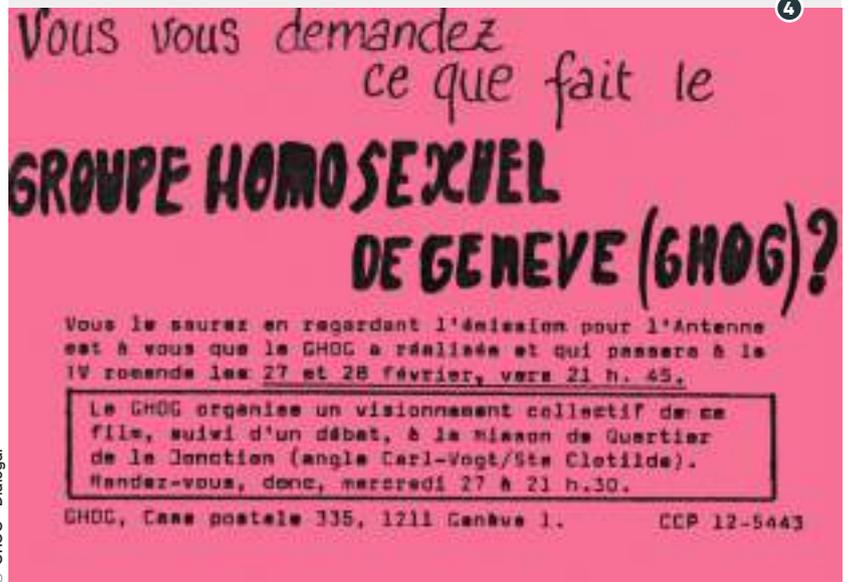
Très vite, les communautés gay et lesbienne se saisissent des moyens de communication et d'expression libres. Ainsi, en février 1980, le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) lance son manifeste dans l'émission « L'Antenne est à vous » de la Télévision suisse romande. Ce film-tract dénonce, de manière à la fois provocante, inventive et poétique, les discriminations dont les personnes homosexuelles font l'objet. Le 8 avril 1981, la première émission de radio pirate du collectif lesbien Vanille-Fraise, « Sappho revient », est diffusée par la radio féministe Radio Pleine Lune. En juillet de la même année, le collectif lance le numéro zéro de son périodique lesbien, politique et féministe, intitulé *Clit007: Concentré lesbien irrésistiblement toxique*. Premier journal lesbien francophone, il se focalise sur le vécu des lesbiennes avec une touche résolument politique et humoristique, tout en étant tourné vers l'international. 21 numéros seront édités jusqu'en 1986.

1 «Sappho revient», le titre d'une émission assurée par les lesbiennes genevoises sur Radio Pleine Lune.

2 La couverture du n°9 de *Clit007* (décembre 1983) illustre la perspective internationale du journal et des mouvements lesbiens.



© GHOG - Dialogici



© Clit007 - www.clit007.ch



© Clit007 - www.clit007.ch

3 Tous les mercredis, de 1981 à 1984 environ, des femmes lesbiennes prennent le contrôle de la radio pirate Radio Pleine Lune.

4 En 1980, le GHOG distribue un flyer invitant à regarder son film-tract à la Télévision suisse romande.

5 Couverture du numéro zéro du journal *Clit007: Concentré Lesbien Irrésistiblement Toxique*, paru en juillet 1981.

6 L'édito du n°13 de *Clit007* (décembre 1984) annonce la reprise du secrétariat tournant de l'International lesbian information service (ILIS) par le collectif lesbien genevois Vanille-Fraise.



1

© Dialogai



1982

Suite à la diffusion du film-tract du Groupe homosexuel de Genève (GHOG) en 1980 sur la Télévision suisse romande, le collectif reçoit de nombreux courriers d'homosexuels en détresse. Ces lettres seront à l'origine de la création de Dialogai, en 1982. Initialement investie dans la visibilité et le soutien des hommes gays, l'association est très vite rattrapée par l'épidémie du VIH/sida et devient la première antenne homosexuelle de l'Aide Suisse contre le Sida (ASS), qu'elle contribue à fonder en 1985. La même année, Dialogai reçoit sa première subvention pour son travail de prévention sida. Devenue une véritable spécialiste de la santé globale des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), Dialogai lance en 2005 le premier Checkpoint de Suisse. C'est également de Genève que le Professeur Bernard Hirschel, pionnier de la lutte contre l'épidémie et proche de Dialogai, initie le 1^{er} décembre 2007, la « Déclaration suisse », première communication officielle indiquant que les personnes séropositives sous traitement ne sont plus infectieuses (Indétectable = Intransmissible).



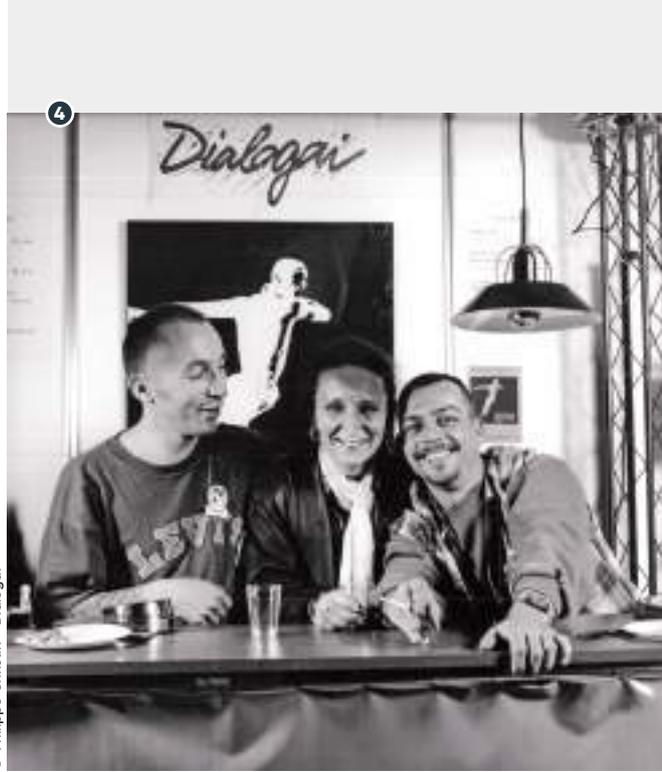
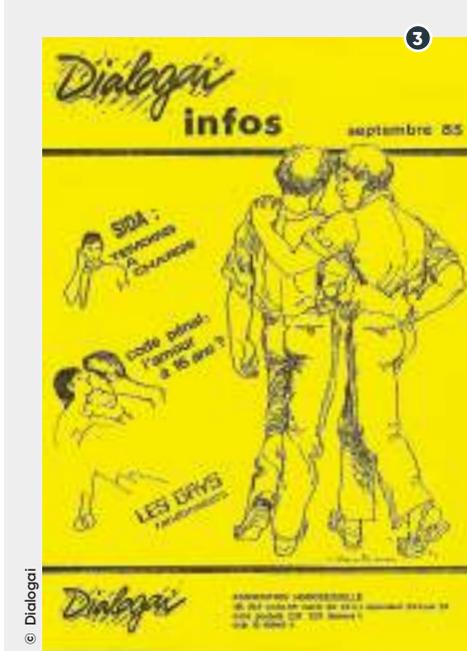
2

© Dialogai – Fonds Bibliothèque de Genève

- 1 En 2012, Dialogai fête ses 30 ans et affiche son engagement aux Bains des Pâquis.
- 2 La campagne d'affiches de Dialogai de 2004 place l'amour homosexuel au cœur de la cité, non sans provoquer de vives réactions.

- 3 Couverture du *Dialogai-Infos* de septembre 1985.
- 4 En 1996, Dialogai s'installe dans de nouveaux locaux mieux adaptés à ses nombreux engagements.

- 5 Le 1^{er} décembre 1991 à Genève, a lieu la première marche pour la Journée mondiale contre le sida. Dialogai dénonce la discrimination des personnes séropositives, notamment par les compagnies d'assurance.



1982-83

Messieurs, respect !



Les précurseurs



Les fondateurs

MICHEL
 - Dialogui est né en 1982, au moment où la lutte contre le sida commençait à peine. C'était à Genève, dans un petit appartement, avec quelques amis. On avait une idée de ce qu'on voulait faire, mais on ne savait pas comment le faire. C'est pour ça qu'on a créé Dialogui, une association qui permet de rassembler les forces et d'agir ensemble. C'est un projet qui a évolué au fil du temps, mais qui reste toujours le même : lutter contre le sida et pour le respect de tous.

C'est en 1982 que je me suis senti vraiment concerné par cette maladie. J'étais à l'école que Dialogui était déjà là. C'était un peu bizarre, mais ça m'a donné envie de participer. C'est un projet qui a évolué au fil du temps, mais qui reste toujours le même : lutter contre le sida et pour le respect de tous.

ANDRÉ
 - Dialogui est né en 1982, au moment où la lutte contre le sida commençait à peine. C'était à Genève, dans un petit appartement, avec quelques amis. On avait une idée de ce qu'on voulait faire, mais on ne savait pas comment le faire. C'est pour ça qu'on a créé Dialogui, une association qui permet de rassembler les forces et d'agir ensemble. C'est un projet qui a évolué au fil du temps, mais qui reste toujours le même : lutter contre le sida et pour le respect de tous.

ANDRÉ
 - Dialogui est né en 1982, au moment où la lutte contre le sida commençait à peine. C'était à Genève, dans un petit appartement, avec quelques amis. On avait une idée de ce qu'on voulait faire, mais on ne savait pas comment le faire. C'est pour ça qu'on a créé Dialogui, une association qui permet de rassembler les forces et d'agir ensemble. C'est un projet qui a évolué au fil du temps, mais qui reste toujours le même : lutter contre le sida et pour le respect de tous.

ANDRÉ
 - Dialogui est né en 1982, au moment où la lutte contre le sida commençait à peine. C'était à Genève, dans un petit appartement, avec quelques amis. On avait une idée de ce qu'on voulait faire, mais on ne savait pas comment le faire. C'est pour ça qu'on a créé Dialogui, une association qui permet de rassembler les forces et d'agir ensemble. C'est un projet qui a évolué au fil du temps, mais qui reste toujours le même : lutter contre le sida et pour le respect de tous.



(Dialogui info 1988)

C'est parti...



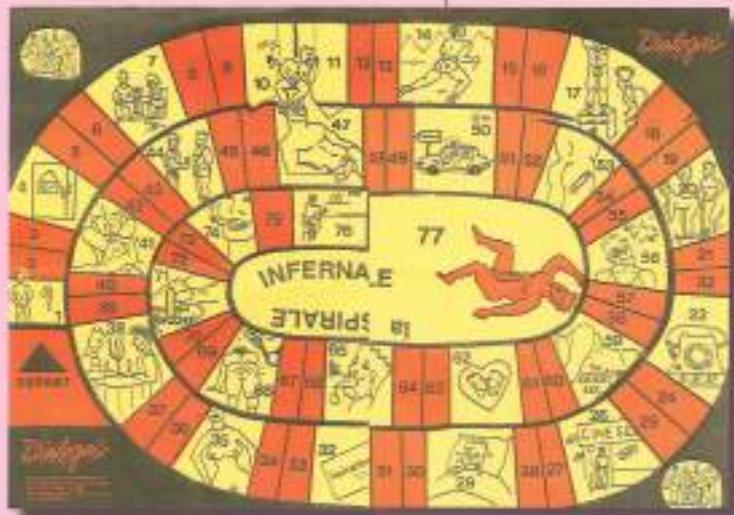
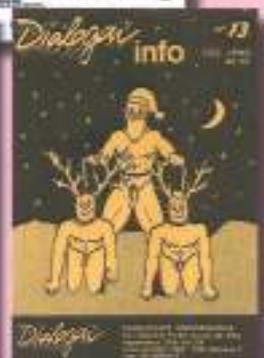
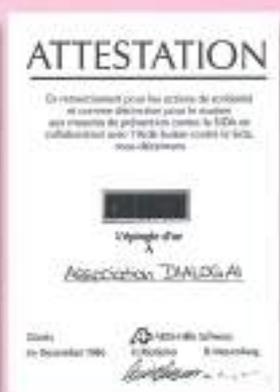
6 Le calendrier élaboré à l'occasion des 25 ans de Dialogui rend hommage à ses fondateurs.

7 Dialogui est en première ligne dans la lutte contre le sida et obtient des fonds pour la prévention dès 1985.

1986

Sur tous les fronts... contre le SIDA

Bertinat, déjà





2



© Chez Brigitte



2

© Chez Brigitte



© Chez Brigitte

1



1994

En 1994, un groupe d'ami-e-x-s investit un bâtiment inoccupé de la rue Prévost-Martin: Chez Brigitte, le premier et seul squat *queer* de Suisse voit le jour. Cet espace naît d'une farouche volonté de mélanger les genres à une époque où les lieux publics et le tissu associatif sont encore très cloisonnés. Ce squat et ses soirées marqueront durablement la vie festive, culturelle et militante de Genève et sa région, aux côtés d'autres lieux emblématiques comme La Bretelle, Le Barbie, Le 2^e Bureau, La Terrasse d'été, L'Usine et ses thés dansants ou encore Artamis. Chez Brigitte ferme ses portes en septembre 2002 pour des raisons de salubrité. Ses occupant-e-x-s avaient déjà dû renoncer depuis quelques années à accueillir le public, les soirées étant la cible de violences homophobes régulières.



© Chez Brigitte

3

1 La façade du squat Chez Brigitte, au 12, rue Prévost-Martin.

2 La robe est incontournable chez Brigitte, même pour la vaisselle.

3 La fête bat son plein devant le squat Chez Brigitte.



© Chez Brigitte

A Genève, la «maison des tantes» s'appelle Brigitte. Un lieu culte chez Calvin

Fondé en novembre 1994, au numéro 12 de la rue Prévost-Martin, le bar gay est connu de tous les chauffeurs de taxi. La maison qui l'abrite est aussi le seul squat homosexuel de la ville.

STÉPHANE HERZOG

«**C**hez Brigitte» En général, les taximen genevois connaissent l'adresse – chose assez rare pour un squat –, et vous y emmènent sans poser plus de questions, comme s'il s'agissait là d'un banal établissement public. C'est qu'en trois années de vie, ce club alternatif gay s'est taillé une réputation de lieu culte dans la bonne ville de Calvin.

Brigitte (nom en forme de gay qu'adoptaient au début les serveurs travaillant dans ce bar) est l'unique boîte gay alternative de Genève. C'est aussi le seul squat gay de la ville puisque les gérants du club occupent aussi la petite maison où il est installé.

«Ce lieu offre une certaine sérénité, on ne doit pas toujours se battre pour défendre ce que l'on est»



Jouer les drag-queens, c'est dépassé. CHEZ BRIGITTE, on fait la fête en costard.

EDDY MOTTAZ

L'idée de Brigitte est née à Berlin en 1994. En septembre de cette année-là, Nicolas, un jeune architecte d'intérieur genevois, et Benny, un étudiant d'origine allemande, visitent dans cette ville leur premier squat gay: le «Tanten Haus». Séduits par l'expérience des gays allemands, ils décident, de retour à Genève, de créer leur propre «maison des tantes».

Ce sera au numéro 12 de la rue Prévost-Martin, où une vilaine bâtisse ouvrière vient de laisser filer ses derniers locataires. Les lieux sont occupés le 11 novembre 1994. Et le soir même, Brigitte ouvre ses portes pour une première nuit de fête.

Le lendemain, la Tribune de Genève annonce la naissance du «premier squat gay de Genève». Nicolas s'en souvient bien. «Mon père, à qui j'avais demandé des in-

formations sur cette maison, a tout de suite fait le rapport. C'est comme ça qu'il a découvert mon homosexualité», raconte-t-il.

Durant les six premiers mois, «Bri-Bri» va connaître une période faste et folle. Le club ouvre tous les soirs. On vient et danser sur des 45 tours de Dalida et y boire de la vodka jusqu'au petit matin, en payant ses consommations dans un vase, selon ses moyens. L'air de liberté canaille qui règne dans cette salle aux lumières tamisées attire d'abord le milieu gay et lesbien de Genève puis de plus en plus de fêtards – ivrognes, voyeurs, casseurs –, jusqu'à la nausée. Les gérants sont alors confrontés à des bagarres. En réaction, ils décident

progressivement d'ouvrir le club à l'improviste, sans avertir personne, pour tromper l'adversaire. La porte claque de plus en plus souvent au nez des non-habités.

Quant à Benny, le père fondateur de Brigitte – qui rêvait d'une sorte d'antenne sociale pour les gays –, il a déjà levé les voiles, déçu. «Nous ne pensions effectivement qu'à faire la foire», admet un des locataires. Aujourd'hui, la maison accueille sept personnes, dont un seul non-gay: David, 31 ans, qui tient une librairie.

S'agit-il alors d'un ghetto? «Disons que nous nous sentons bien entre nous», estime Nicolas. Rossanna, 19 ans, explique, elle, avoir fui un père en colère: «Ici, je

me sens en sécurité», dit-elle. «Ce lieu offre une certaine sérénité, on ne doit pas toujours se battre pour défendre ce que l'on est. Mais il n'est pas toujours évident d'avouer qu'on vit ici», reconnaît Esther, 35 ans, qui est rédactrice photo dans un magazine romand.

Brigitte qui, selon ses gérants, «ne risque pas de fermer avant longtemps», semble aujourd'hui avoir atteint une sorte d'âge mûr. Le club a troqué son tourne-disque contre un lecteur CD. Et il ouvre désormais avec une certaine régularité, soit en principe, tous les week-ends, les mercredis et les jeudis.

Enfin, les relations avec les voisins du quartier sont au beau fixe:

«Au début, on s'amusait à aller faire nos courses habillés en filles, ça faisait marrer les ménagères. Mais jouer la drag-queen, c'est devenu un truc complètement galvaudé», assure Marc, 28 ans, qui gagne sa vie en servant des verres dans un bistro à tendance lesbienne. Et d'embrasser son ami Julien, 31 ans, acteur dans la compagnie théâtrale des Basors.

Quant aux religieux de la toute proche église de Saint-François de Sales, ils peuvent dire merci aux squatters gays. Puisqu'il y a peu, ce sont eux qui ont sauvé la sacristie du feu en appelant la police qui, soit dit en passant, garde aussi à l'œil cette «salope de Brigitte», comme la nomme Julien. □



© Le Barbie

4 Greta Gratos (au milieu), figure des milieux alternatifs genevois, fréquente Chez Brigitte.

5 Un article du *Nouveau Quotidien* (18 novembre 1997) insiste sur la dimension culte des fêtes de Chez Brigitte.

6 Le Barbie, bar mythique pour les personnes LGBTQI+ dans les années 1990 à Genève.

7 Quelques membres du squat Chez Brigitte.

8 La *Tribune de Genève* annonce le premier squat «gay» de Suisse!



© Chez Brigitte

Le premier squat gay du canton est né

Rue Prévost-Martin. Les occupants du squat veulent créer un lieu dédié à l'information.

Rue Prévost-Martin, numéro 12, vendredi, 16 h 30. «Hello, bienvenue dans le premier squat gay de Genève!», lance ravi un nouvel occupant de cette vieille bâtisse de trois étages. Ici, à deux pas de l'Escobar (lieu de fête squat le plus branché cette année, mais désormais fermé) n'habitaient plus que deux locataires, Monsieur et Madame Bobati, originaires du nord de l'Italie.

Ils seront désormais moins isolés: Ulys, Henry et Nicolas - respectivement danseur, étudiant et architecte - viennent de s'installer. Avec en tête, l'idée de créer non seulement un lieu de vie (pour un total de six personnes) mais aussi un espace de rencontre et d'information destiné à la communauté homo de Genève. La maison, progressivement «abandonnée» par ses locataires, appartient à la Compagnie de gérance im-

mobilière (CGI), selon les occupants, et devrait être détruite dans un avenir indéterminé.

«Dans les squats, les gays sont tolérés, ici ils seront les bienvenus», explique Benjamin, un locataire du numéro 11 qui a pris part à l'occupation de la maison. «Nous avons l'intention de mettre à disposition de la communauté une bibliothèque et d'organiser des conférences», espère-t-il.

Pour Madame Bobati, qui partage avec son mari un appartement minuscule (depuis 30 ans), le pire n'est certainement pas à craindre des squatters, qui lui ont d'ailleurs apporté une boîte de chocolat: «La région a poussé les locataires à s'en aller, j'ai reçu des propositions de relogement de la part de la CGI, mais c'est toujours bien trop cher», raconte-t-elle.

Stéphane Herzog □

© Tribune de Genève



L'AMOUR
HOMOSEXUEL
NE DÉTRUIT
PAS LA
COUCHE
D'OZONE

❶ La première Marche des fiertés romande, à Genève, en 1997 : une touche d'humour dans les slogans.

❷ Un couple de femmes à la première Marche des fiertés romande, à Genève.



© Didier Ruef

1997

La première Pride romande se déroule à Genève le 5 juillet 1997, héritière des premières manifestations de visibilité gay et lesbienne qui avaient eu lieu à Lausanne et Genève dès les années 1980. Née dans la cuisine du premier et seul squat *queer* de Suisse, Chez Brigitte, l'idée de cette Marche des fiertés se concrétisera en un rassemblement militant et festif de 1000 à 2000 personnes. Héritages de cette folle aventure, l'Association 360, ainsi que les fêtes et le magazine du même nom, sont créées l'année suivante. L'Association 360 instaure dès ses débuts un groupe de parole et de soutien pour les personnes trans*. S'ensuivront le groupe Homoparents (2001), le groupe des gays seniors Tamalou et le service juridique (2003), le groupe Bi (2005) et le groupe des lesbiennes seniors Babayagas (2018).



© Didier Ruef



© Isabelle Meister

3



© Chez Brigitte

4

3 Le squat Chez Brigitte est à l'initiative de cette première Pride romande à Genève en 1997.

4 La première Pride romande à Genève en 1997, un «heureux événement» pour beaucoup.

5 Le groupe Trans* de l'Association 360 défile lors de la Pride romande de 2011 à Genève.

6 Le premier flyer du groupe Homoparents de l'Association 360, en 2001.

7 Le premier numéro du magazine 360° se plonge dans les préparatifs de la deuxième Marche des fiertés romande, qui a lieu à Lausanne en 1998.



© Ester Parecles

5

360 HOMOPARENTS

Vous avez manqué le premier rendez-vous du groupe homoparents ?
Rassurez-vous, la prochaine réunion a lieu bientôt près de chez vous:

Vendredi 26 octobre à 20 heures
2, place Grenas (2ème étage) à Genève
code 1602

Détendez-vous. On y parle, on y rêve, on avance. On y mange aussi!
Chacun amène sa spécialité culinaire...

Pour toute info complémentaire, consultez le site www.360.ch rubrique espace ou contactez-nous directement à l'adresse forum
360homoparents@yahoo.fr

© Association 360

6

360°

FANTASMES :
CHRONIQUE D'UNE FAUSSE RUMEUR
HISTOIRES DE LITS

GAY PRIDE
LA MEILLEURE FAÇON DE COMMENCER L'ÉTÉ

© 360°

7



2001

Au début des années 2000, des avancées législatives pour les personnes LGBTIQ+ sont lentement mises en place en Suisse et à Genève. Pionnier, le Grand Conseil genevois adopte, le 15 février 2001, un partenariat cantonal qui permet une union civile pour tous les couples, sur le modèle français. Quatre ans après, 215 partenariats ont été signés par des couples de même sexe. En 2005, la Loi fédérale sur le partenariat est adoptée par le peuple suisse, réservée cette fois aux couples de même sexe. En 2012, la nouvelle Constitution genevoise, acceptée à plus de 54%, remplace celle de 1847 et précise, pour la première fois en Suisse, que «Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment [...] de son orientation sexuelle». Les associations, entre autres, se seront battues en vain pour que figure également l'identité de genre. En 2017, l'élargissement du droit de l'adoption au niveau national permet aux personnes partenariées ou en concubinage d'adopter l'enfant de leur partenaire, au même titre que les personnes mariées. Face à ces progrès, mais aussi aux manques persistants et aux difficultés rencontrées par les personnes concernées, la Law Clinic de l'Université de Genève édite en 2018 une brochure pratique sur les Droits des personnes LGBT. Le 9 février 2020, le peuple suisse accepte en votation l'extension de la norme pénale antiraciste à l'homophobie: la diffamation publique et les appels à la haine et à la discrimination fondés sur l'orientation sexuelle sont enfin punissables, mais l'identité de genre n'est malheureusement pas couverte. Le 18 décembre 2020, le Parlement adopte la révision du Code civil qui facilite le changement de genre et de prénom à l'état civil pour les personnes transgenres ou présentant une variation du développement sexuel. La mobilisation continue, tant à l'échelle locale que nationale, notamment pour l'instauration du mariage et de la filiation égalitaires, afin de garantir les mêmes droits pour tous les couples et toutes les familles. Le peuple suisse s'exprimera sur le mariage égalitaire lors d'une votation prévue le 26 septembre 2021.





© Eric J. Aldag



© Julien Gregorio - Ville de Genève

1 La brochure *Droits des personnes LGBT* éditée par la Law Clinic, une formation de l'Université de Genève qui aborde les droits humains dans une perspective pratique et veut informer des populations spécifiques sur leurs droits.

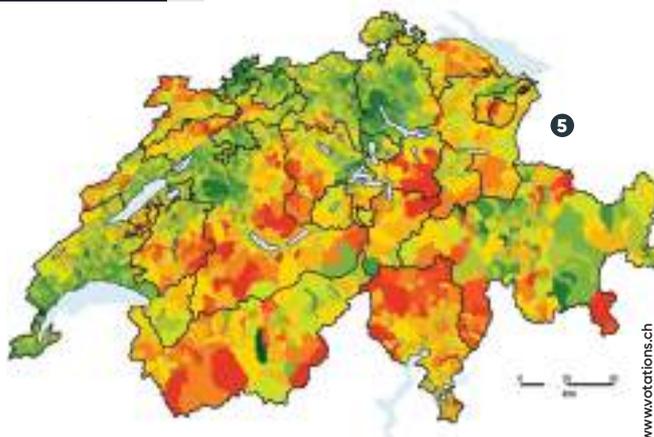
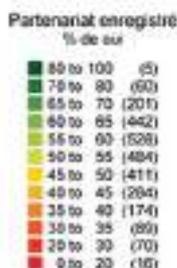
2 Le «PACS» genevois, premier du genre en Suisse, au cœur de la revue de presse Gay-Lesbienne de l'association nationale Pink Cross.

3 Les deux premiers couples de même sexe genevois reconnus par la Chancellerie d'État du Canton de Genève en 2001.

4 Marguerite Contat-Hickel, co-présidente de l'Assemblée constituante genevoise, prend la parole lors de la Prides romande 2011.

5 En 2005, la population suisse accepte à 58% la Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes de même sexe. Genève l'accepte à 61,7%.

6 Le Centre Femmes Natalie Barney soutient le projet de Loi sur le partenariat genevois et offre ses conseils aux député-e-s qui s'approprient à voter le texte.



© www.votations.ch

6
**CENTRE FEMMES
NATALIE BARNEY**

30, avenue Pescilor, c.p. 346
1211 Genève 25 (Suisse)
Tél. (022) 799.26.00

A l'attention des Député(e)s genevois(es),

Fondée en 1990, notre association a pour but de représenter et de défendre les intérêts des lesbiennes de Genève. Cette action bénéficie du soutien de la Ville et du Canton.

Dernièrement Maître Gerbade nous a soumis le projet de « loi sur le partenariat », rédigé par ses soins. Ce projet, que nous avons trouvé explicatif et complet, a retenu toute notre attention, et nous désirons lui apporter notre soutien.

En effet, de nombreux couples de femmes, vivant une relation stable et durable, désiraient voir ce lien reconnu officiellement. Il ne leur semble pas humainement acceptable de n'être pas considérées comme des « proches », au sens légal du terme, alors même qu'elles font ménage commun depuis des années. Au-delà des considérations pratiques, qui ne sont d'ailleurs pas à négliger, et des problèmes qui peuvent surgir dans la vie quotidienne (par exemple, location d'appartement, droit de visite et d'information à l'hôpital), cette situation génère un sentiment d'exclusion. Comment ne pas ressentir ce silence officiel comme un refus injuste des droits civiques, qui garantissent l'égalité devant la loi, alors même que les lesbiennes remplissent tous leurs devoirs de citoyennes ?

Le projet de loi sur le partenariat, rédigé par Me Gerbade, nous semble en harmonie avec l'évolution actuelle de la législation, de la société et des mœurs. Les lois cantonales interdisant le concubinage ont été partout abrogées, et un nombre toujours plus grand de couples (jeunes et moins jeunes) choisit désormais de cohabiter sans institutionnaliser leur lien. Cet état de fait ne choque aujourd'hui plus personne. Selon ce que nous avons pu expérimenter personnellement, cette tolérance générale - ou cette indifférence - s'étend également aux couples de femmes. Les mentalités actuelles nous semblent donc prêtes pour offrir à tous les couples qui le souhaitent la possibilité légale de voir leur engagement reconnu dans le cadre souple du « partenariat ».

Au cas où vous désireriez approfondir les différents articles relatifs audit projet, nous sommes bien entendu à votre disposition pour une rencontre.

Nous comptons sur vous et sur votre coopération pour soutenir ce projet, afin d'aller de l'avant et faire de Genève, à la veille du XXI^{ème} siècle, un canton innovateur pour la Suisse.

Le Comité et les Membres du C.F.N.B. remercient leurs Délégué(e)s genevois(es), et saisissent cette occasion pour leur présenter l'assurance de leur haute considération.

Le Comité du
Centre Femmes Natalie Barney

P.S. Selon les intentions dont vous disposez, l'idée a été avancée d'un partenariat enregistré auprès du registre du commerce. Cette suggestion nous paraît totalement déplacée. Ce lieu serait sans propos, le commerce n'ayant absolument rien à faire ici. Seul le registre de l'Etat Civil est le garant institutionnel, et par là même symbolique, des liens qui unissent un couple.

© Centre Femmes Natalie Barney - Lestime



© Lestime

1



2005

En 2005, la militante lesbienne et présidente de Lestime, Catherine Gaillard, accède à la plus haute et prestigieuse fonction du Conseil municipal de la Ville de Genève, la présidence. Elle avait été élue conseillère municipale deux ans auparavant, aux côtés de sa compagne Gisèle Thiévent et d'autres militant-e-s LGBTQ+. Elle dénonce le sexisme et l'homophobie dans un discours d'investiture très engagé: « Parce qu'il y a peu ou pas de modèles d'identification, de ces images que la société nous renvoie et qui sont indispensables à la construction de notre identité. Simone de Beauvoir, dans *Les mémoires d'une jeune fille rangée*, écrit: 'Il me semblait que la terre n'aurait pas été habitable si je n'avais eu personne à admirer'. [...] C'est pour cela qu'il m'a semblé important de rappeler qui j'étais aujourd'hui, non pas par provocation, mais simplement pour dire aux femmes et aux hommes homosexuel-le-s que nous avons un devoir de visibilité vis-à-vis des plus jeunes ou des plus désespéré-e-s. [...] » La même année, Catherine Gaillard est candidate au Grand Conseil genevois, sur une « liste rose » fortement soutenue par le milieu associatif. Elle deviendra, en 2008, la première co-présidente de la Fédération genevoise des associations LGBT aux côtés de Philippe Scandolera. Dix ans plus tard, Thierry Apothéloz devient le premier homme politique ouvertement homosexuel à être élu au Conseil d'Etat genevois.



2

© Julien Gregorio - Ville de Genève

1 Catherine Gaillard, ancienne présidente de l'association, lors de l'anniversaire des 15 ans de Lestime en 2017.

2 Catherine Gaillard, ici aux côtés de Didier Bonny, s'exprime en ouverture de la Pride romande 2011 à Genève en tant que co-présidente de la Fédération genevoise des associations LGBT.

3 En 2005, les associations LGBTIQ+ soutiennent une «liste rose» lors des élections au Grand Conseil genevois.

4 La Tribune de Genève annonce l'accession de Catherine Gaillard à la présidence du Conseil municipal de la Ville de Genève.

VOTEZ et faites voter

Ariane Arlotti Solidarité Liste 9
Didier Bonny PCC Liste 6
Alexandre Chevalier Libéral Liste 5
Yves de Matteis Les Verts Liste 1
Catherine Gaillard Solidarité Liste 9
Pablo Garcia Les Socialistes Liste 3
Andreas Meister Les Verts Liste 1
Gisèle Thiévent Solidarité Liste 6

Dialogit - Lestime - Pink Cross - LOS
4 Elections au Grand Conseil

© Dialogit - Lestime - Pink Cross - LOS

Le Municipal a élu son nouveau bureau

Présidence Gérard Deshusses passe le relais à Catherine Gaillard pour solde de tout «conte».

BERTRAND STÄMPFLI

Elle est femme. Femme de gauche. Et présidente de l'association Lestime, porte-voix de la communauté lesbienne. Hier, le plénum de la Ville de Genève a porté Catherine Gaillard à la présidence du Conseil municipal. Cette militante a tenu à remercier l'Alliance de gauche (ADG) d'avoir supporté «la candidature de personnes qui ont des idées à défendre» et non celles de quelques «vieux ténors accrochés à leur siège».

La connivence des femmes
Née dans une famille communiste au sein de laquelle elle aurait appris que «ce n'est pas seulement pour soi qu'on lutte» et que «la réussite ne peut être que collective», la nouvelle présidente en a appelé à la reconnaissance des femmes, seule «entrelacée sacrée», pour constituer des alliances supraparties et «serrer autre chose, autrement».

Conteuse de profession, Catherine Gaillard a mis en scène dans un discours remarqué ses convictions féministes. «L'accession de femmes à des mandats électifs et à la représentativité est un passage obligé, une obligation absolue», a-t-elle expliqué; appelant de ses vœux des candidatures féminines au Conseil administratif.

«Il n'est pas question de remplacer une suprématie par une autre, mais de ne pas se priver de la moitié de nos forces», a-t-elle précisé.

Les communautés homosexuelles
Par son élection, Catherine Gaillard est également devenue la représentante des communautés homosexuelles au sens large.

«Il ne s'agit pas de glorifier l'homosexualité, mais les homosexuels ont eux aussi un devoir de visibilité», a-t-elle plaidé, non sans rappeler les difficultés de tous ordres auxquelles sont confrontés les jeunes tentant de s'exposer dans une sexualité différente.

«Y compris dans cette Ville et ce canton dont le peuple a été parmi les plus précoces à se prononcer en faveur du partenariat. «Vivâ qui confirme Genève dans sa vision humaniste et progressiste», a conclu la nouvelle présidente.

Catherine Gaillard succède à Gérard Deshusses, qui a mis un terme à une présidence menée de main de maître d'un bout à l'autre de cette année. Lui aussi fier d'avoir connu cette expérience, le socialiste a toutefois attiré l'attention des conseillers municipaux sur la charge de travail énorme que représente cette charge.

Une charge de plus en plus difficilement compatible avec une activité salariée à 100%. Et qui pourrait même mettre en difficulté la tradition de parlement de milieu.

Roberto Broggin, vice-président
Le Vert Roberto Broggin a été élu premier vice-président.



Conseil municipal de la Ville. Les députés ont élu Roberto Broggin à la vice-présidence et Catherine Gaillard à la présidence. (STIEVE KANDLER/T. JURY 2006)

Plus de 40 millions pour un nouveau tram

C'est un gros morceau, de ceux que le Municipal n'a pas eu à se mettre sous la dent depuis longtemps.

Les élus de la Ville de Genève ont accepté, hier, d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de 41 835 000 francs destinés à financer une nouvelle ligne de tramway.

Le nouveau tronçon Cornavin-Meyrin-Cern, qui descendra notamment par la rue de la Servette, exigera que près de 18 millions soient consacrés aux travaux d'aménagement et de réfection pour la portion de rails à poser sur le territoire municipal.

Une autre somme de plus de 10 millions sera consacrée à la réalisation de différents aménagements urbains accompagnant la mise en place de cette nouvelle ligne.

Enfin, le solde, soit près de 17 millions, permettra de construire un réseau de collecteurs sur son parcours.

Cette nouvelle voie se raccrochera aux tronçons existants des lignes 13 et 16.

Longue de 2400 mètres, cette portion essentielle du tramway circulera essentiellement en site propre. Six arrêts distants de 300 à 600 mètres sont prévus.

© Tribune de Genève



1

2008

En réponse aux affiches insultantes de l'UDC Genève apparues durant la campagne genevoise pour l'égalité de traitement entre couples mariés et partenaires en 2007 (finalement acceptée à 83%), les associations LGBTIQ+ genevoises se constituent en fédération en mars 2008. Cette nouvelle organisation s'engage notamment auprès des jeunes, en reprenant et développant le groupe Totem de Dialogai et, suite aux Assises contre l'homophobie de 2009 et 2011, en mettant en place un programme de sensibilisation dans les écoles genevoises, avec le soutien du Département de l'instruction publique (DIP). Dix ans plus tard, en 2018, la Fédération romande des associations LGBTIQ voit le jour dans la perspective de mieux soutenir le processus d'ouverture du mariage aux couples de même sexe.





2008

Siège du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (ONU) et de nombreuses organisations internationales actives sur les droits des personnes LGBTIQ+, Genève est le cadre d'événements importants pour le plaidoyer international. En 2008, 66 pays signent la *Déclaration onusienne en faveur de l'autodétermination sexuelle*, qui affirme que les principes de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* sont valables pour tou-te-x-s, indépendamment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre. En juillet 2011, le Conseil des droits de l'homme adopte pour la première fois une résolution sur les droits des personnes LGBTIQ+. La même année en décembre, à l'occasion de la Journée internationale des droits humains, Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis, prononce à Genève un discours marquant sur la défense des droits des personnes LGBTIQ+. En 2016, l'engagement de l'ONU sur ces questions devient de plus en plus concret, avec la création d'un mandat d'expert-e-x indépendant-e-x sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Genève est également, depuis 2014, le siège mondial de l'ILGA, fédération internationale des organisations LGBTIQ+. Bénéficiant d'un statut consultatif auprès des Nations Unies, l'ILGA participe activement à l'Examen périodique universel (EPU) des gouvernements afin de dénoncer les manquements aux droits humains des personnes LGBTIQ+. La Ville de Genève rejoint l'organisation en 2017, en tant que membre associée.



© UN Photo - Pierre Albouy



© Mauranne Di Matteo - ILGA World archive / Ville de Genève



2

❶ L'équipe du Secrétariat de ILGA World pose sur les marches du Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard à l'occasion de son premier Gala mondial en 2017.

❷ Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis, consacre l'intégralité de son discours devant l'ONU, en décembre 2011 à Genève, à la défense des droits des personnes LGBTIQ+.



© Maurianne Di Matteo - ILGA World - Archive Ville de Genève



© UN Photo - Jean Marc Ferré

3 À l'occasion du premier Gala mondial ILGA en 2017, la Ville de Genève rejoint l'organisation en tant que membre associée.

5 Le journal britannique *Broadsheet* annonce la naissance de l'ILGA en 1978, à la conférence de Coventry (Royaume-Uni).

4 Victor Madrigal-Borloz, juriste costaricain, devient en 2017 le deuxième Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre des Nations Unies.

BROADSHEET
COVENTRY CONFERENCE

Drive for more women members

Chris Beer writes: The Relations with the Women's Movement workshop provided the greatest (and happiest?) breath of fresh air on any subject for a couple of years. It recognised an urgent need to increase the membership of gay women in CHE, and a national advertising campaign will be started in Spare Rib, Peace News, the Leveller, Woman and Woman's Own and so on.

Trial membership for six months at half the annual subscription will be offered to both women and men. Local groups should make every effort to attract women members by local advertising and leafletting, and they are asked to make contact with all local organisations in which women form the majority membership (eg Women's Aid, Refuges, local voluntary groups) and to exchange speakers with those groups.

Law reform is often thought to be relevant only to men, but the workshop made the valid point that there are aspects of it of great importance to women, especially taxation, adoption, custody, mortgages and equal opportunities.

As an essential part of this programme, a Women's Commission has been established to collate and disseminate information on matters relating specifically to women, and to initiate action where necessary. With the full support of the EC, Conference literally applauded these proposals for action and overwhelmingly decided to make them CHE policy.

International Association gets going

Another major event at Coventry was the setting up of the International Gay Association, a permanent structure which will include representatives of the principal gay national organisations.

Cardiff sets up gay action group

Cardiff Gay Action Group meets every Sunday afternoon 3 pm to 6 pm at 49 Claude Road, Roath, Cardiff (just off City Road and Newport Road). The group is specifically concerned with the problems of young people arising out of difficulties in their home backgrounds or their work situations.



David Norris

People from ten countries took part in these talks over the weekend, from organisations such as Aleph (France), COC (Holland), Fuori (Italy), RFSL (Sweden) and NIGRA (N. Ireland). Primarily, the newly-formed International Gay Association will initiate and co-ordinate activities designed to put political pressure on governments which deny gay people their rights; it will also act as a communications exchange. The information centre will be set up in Dublin and the financial centre in Amsterdam.

IGA's first target will be the Greek government. In September 1978 this government will produce a Bill, first proposed by the Greek military junta, which will jail male gays meeting in public places for up to a year. It will also force these "indecent persons" to "undergo a medical examination in state hospitals" under supervision of the police, and there is provision for mandatory "therapy" in a state mental institution.

As a response to this oppressive legislation, there will be a world-wide picket of Greek Embassies on Saturday 30 September, which CHE, by vote of

Conference, will be supporting.

The IGA is also demanding statutory gay rights of the European Commission and European Parliament; the deletion of homosexuality from the World Health Authority's list of diseases; and it is approaching Amnesty International to have those convicted of gay "offences" by repressive laws declared prisoners of conscience.

Oppression in Eire

At Coventry, delegations from abroad presented fraternal greetings. In Eire, the penalty for sexual acts between consenting male adults is from 10 years to life imprisonment, David Norris told Conference. He commented: "The laws which oppress us as homosexuals in Ireland are among the last and most negative traces of British Imperial rule in our country... we feel that their repeal is a problem not just for us in Ireland but one that must surely arouse the conscience of members of CHE, as citizens of the country of origin of such legislation."

The Irish gay organisation, CHLR, is taking the Attorney-General to the High Court in Dublin to have the two laws, enacted in Queen Victoria's time, declared repugnant to the Constitution — a case which will take place in the full blaze of publicity. There had been suggestions that, were the case dropped, the Irish government might introduce the terms of the English 1967 Act. "The answer to such suggestions," said David Norris, "is a resounding raspberry. We want our case now, we are out and fighting, and we will not stop until we have absolute parity of the law with heterosexuals. The notoriety of the anti-gay laws started with the obscenities of the Wilde trial." And David concluded with this resounding appeal — "Help us to avenge Oscar finally by destroying in his native land the laws that destroyed him!"

Mary Whitehouse to meet Edna Everage

The forces of oppression also cross national boundaries. From Australia, we heard that our very own Mary Whitehouse would soon be paying that country her second visit, and that they have also acquired their own Festival of Light, Anita Bryant, of "Kill a queer for Christ" fame, paid frequent visits to Canada. In the USA, the orange queen had started a series of so-called Gay

2009

Les premières Assises contre l'homophobie à Genève ont lieu en 2009, à l'appel de la Fédération genevoise des associations LGBT. Pendant deux jours, expert-e-x-s, professionnel-le-x-s et militant-e-x-s de Genève et de l'étranger se réunissent à Uni Mail pour faire un état des lieux des discriminations envers les jeunes, notamment dans l'éducation, et réfléchir aux moyens d'y faire face. Interpellées, les institutions publiques s'engagent à mettre en place des politiques spécifiques. Deux ans plus tard, une journée de suivi fait le point sur les avancées et la Ville de Genève y annonce la création d'un poste dédié aux questions LGBTIQ+ au sein de son administration. Le Département de l'Instruction Publique (DIP) de l'État de Genève travaille à un plan d'action dans les écoles. En 2014, de nouvelles assises questionnent l'inclusion des personnes LGBTIQ+ dans les milieux professionnels.





2



3

© Ester Paredes - Fédération genevoise des associations LGBT



4

© Ester Paredes - Fédération genevoise des associations LGBT

3 Action *J'interAgis* de LGBT Youth Suisse lors de la journée de suivi des Assises, en 2011.

4 En 2011, a lieu une journée de suivi des Assises de 2009, afin de présenter et discuter les mesures mises en place dans l'intervalle.

5 L'affiche des premières Assises contre l'homophobie à Genève.

1 Les Assises contre l'homophobie de 2009 réunissent plus de 600 personnes sur deux journées de conférences, tables rondes et ateliers.

2 En 2014, de nouvelles Assises questionnent l'homophobie et la transphobie dans le monde du travail, coordonnées par Chatty Ecoffey (au centre) et Delphine Roux (à droite), avec la participation de Caroline Dayer, chercheuse, autrice et formatrice.



5

© Steeve Juncier/Chatty Ecoffey



1

1 Kasha Jacqueline Nabagesera, fondatrice de Freedom and Roam Uganda, reçoit le Prix Martin Ennals 2011.

2 Kasha Jacqueline Nabagesera fait la couverture du *Time Magazine* en 2015 pour sa lutte contre les lois anti-LGBTIQ+ en Afrique.



© Robin Hammond - Panos for Time

2011

Pour la première fois en 2011, le prestigieux Prix Martin Ennals des droits humains honore une personne LGBTIQ+, la militante lesbienne ougandaise Kasha Jacqueline Nabagesera. Elle reçoit son prix à Genève et, très émue, salue la mémoire de son collègue David Kato, assassiné suite à la publication d'une «liste d'homosexuels» par un tabloïd ougandais appelant à leur pendaison et dans laquelle elle-même figure. Quelques mois plus tôt, la Pride romande, pour la troisième fois organisée à Genève, s'associait au Prix Martin Ennals et dénonçait les LGBTIQ+phobies dans le monde, tout en réclamant plus de droits en Suisse. En 2017, Karla Avelar, activiste transgenre du Salvador, est sélectionnée parmi les finalistes du Prix Martin Ennals. Menacée de mort dans son pays suite à cette nomination, elle est contrainte de demander l'asile politique en Suisse.



© Patrick Lopreno – Ville de Genève

3 Karla Avelar lors de la remise du Prix Martin Ennals 2011 à Genève.

4 En 2011, l'affiche du Prix Martin Ennals est présente dans les rues de Genève (ici au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard) et sur les chars de la Pride romande.

5 Kasha Jacqueline Nabagesera lors de la remise de son prix, entourée par Kyung-Wha Kang, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Sandrine Salerno, Conseillère administrative de la Ville de Genève en charge de l'Egalité et de la Diversité, et Hans Thoolen, secrétaire de la Fondation Martin Ennals.



© Patrick Lopreno – Ville de Genève



© Patrick Lopreno – Ville de Genève



1



2

© LGBT Youth - Ville de Genève

2013

En 2013, la Ville de Genève lance sa première campagne annuelle de sensibilisation, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie du 17 mai. Elle met en avant le projet *J'InterAgis* de l'organisation LGBT Youth Suisse, qui invite le public à afficher son engagement et à ouvrir le dialogue. Depuis, chaque édition aborde une thématique différente à travers un affichage dans les rues et d'autres actions visant à sensibiliser la population genevoise contre les discriminations, tout en valorisant le travail des associations locales et internationales.



Jacques, 76 ans,
tombé amoureux
de l'Inde

Ainé-e-s LGBTI

Marc-Claire,
73 ans, adore
l'accordéon et
observer
les oiseaux

Pouvoir être soi à tout âge

17 mai - Journée internationale
contre l'homophobie et la transphobie

André,
84 ans, passionné
de compétition
cycliste

Pouvoir être soi à tout âge

Il y a
des personnes
qui...

Pouvoir être soi à tout âge

Il y a
des personnes
qui...

Pouvoir être soi à tout âge

1 La campagne de 2018 met à l'honneur les témoignages et les parcours de vie des aîné-e-x-s LGBTIQ+.

2 En 2013, la première campagne invite la population genevoise à afficher son engagement contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie.



3 La campagne «(ré)agissons!» encourage en 2015 la population genevoise à réagir face aux insultes et aux discriminations qui touchent les personnes LGBTQI+, notamment les jeunes.

4 En 2014, la campagne «Et si moi aussi?» questionne la difficulté pour les personnes LGBTQI+ à être elles-mêmes dans le cadre professionnel.

5 La campagne 2020 a exceptionnellement lieu en octobre, en raison de la crise sanitaire du Covid-19. 30 ans après le retrait de l'homosexualité de la liste des maladies mentales de l'OMS, elle dénonce les nombreuses injonctions encore subies par les personnes LGBTQI+ à travers six portraits et témoignages.



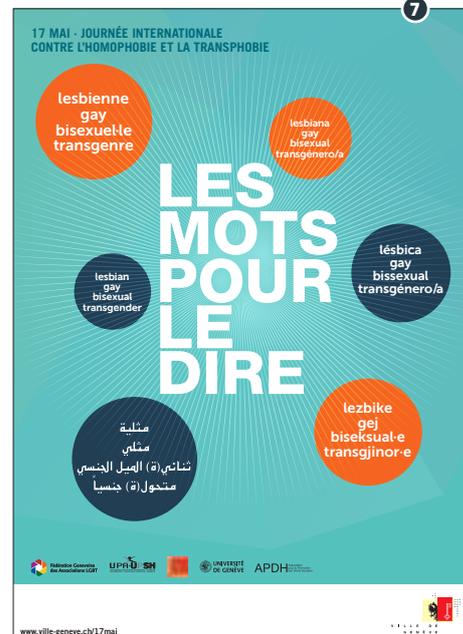


© David Wagnières - Ville de Genève

6 La campagne 2017 met en lumière le projet de l'artiste londonien Paul Harfleet (ici en bas), qui propose aux victimes de violences homophobes ou transphobes de planter une pensée sur le lieu de leur agression.

7 Comment dit-on «gay» en portugais? Y a-t-il un mot pour désigner les lesbiennes en arabe? Que veut dire «transgenre» en français? La campagne 2016 rappelle les mots qui désignent, sans les stigmatiser, les personnes LGBT dans six des langues les plus parlées à Genève.

8 La campagne «Mémoires LGBTQI+» de 2019 s'intéresse à l'histoire des mobilisations et luttes LGBTQI+ genevoises. L'exposition dont est tirée la présente brochure est présentée dans ce cadre, au Parc des Bastions.



© forchic/Virginie Fürst - Ville de Genève



© Anna Bizzolante - Ville de Genève



2013

Le 10 juin 2013, à l'initiative de l'association Network, les représentant-e-s de la Ville, de l'État et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme inaugurent un monument à la mémoire de Bartholomé Tecia, étudiant piémontais exécuté pour homosexualité à Genève au XVI^e siècle. De 1560 à 1569, on compte quinze procédures pour homosexualité, dont six exécutions et huit bannissements. La plaque dénonce également les discriminations actuelles dans le monde et appelle à une décriminalisation universelle de l'homosexualité et de la transidentité. Elle est un lieu de rassemblements symboliques, comme en juin 2016, en mémoire des 49 victimes mortelles de la fusillade perpétrée dans la boîte de nuit LGBTIQ+ Le Pulse, à Orlando (USA), ou le 17 mai pour la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie.

1 Le 17 mai 2019, Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie, autorités et associations sont réunies en souvenir de Bartholomé Tecia et des victimes des LGBTIQ+phobies dans le monde.





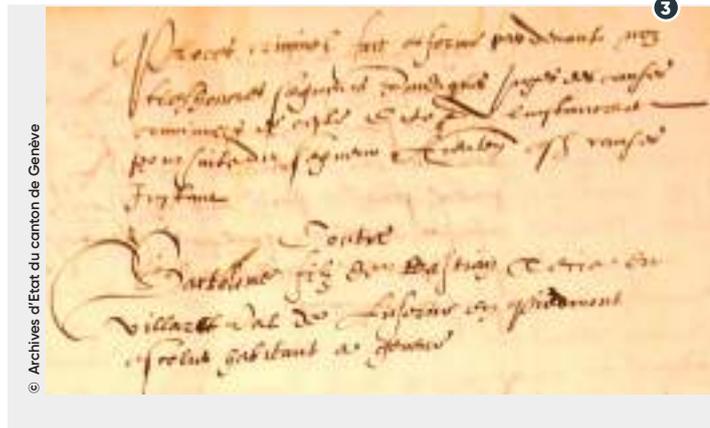
© Laurent Guiraud / Tribune de Genève

2

2 Le 14 juin 2016, plus de 300 personnes rendent hommage aux victimes de la tuerie homophobe d'Orlando, en Floride.



© Bettina Jacot-Descombes



© Archives d'Etat du canton de Genève

3

3 Extrait de la sentence qui condamne Bartholomé Tezia à la mort par noyade dans le Rhône, le 10 juin 1566.

4 La plaque à la mémoire de Bartholomé Tezia est inaugurée le 10 juin 2013 sur le lieu de son exécution, à la place de Bel-Air.



4

© Magali Girardin - Ville de Genève



© Ville de Genève

1



2013

Forte d'une politique contre les discriminations engagée depuis de nombreuses années et de la création d'un poste spécifiquement dédié aux questions LGBTIQ+ au sein de son administration en 2012, la Ville de Genève rejoint le Rainbow Cities Network dès sa naissance en 2013. En 2015, elle accueille la rencontre annuelle de ce réseau international qui vise l'échange de bonnes pratiques entre les administrations publiques. Les Rainbow Cities regroupent aujourd'hui près d'une quarantaine de villes et gouvernements locaux. A ce jour, Genève, Zurich et Berne en sont les trois membres suisses. Déjà membre associée de ILGA, la Ville de Genève poursuit son engagement dans le plaidoyer international en rejoignant en 2019 la toute nouvelle organisation Egides – Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités. Genève accueille en juin 2021 la première conférence internationale et assemblée générale de ce réseau qui compte alors 144 membres dans 31 pays. La Ville de Genève saisit cette opportunité pour organiser une pré-conférence adressant les rôles et responsabilités des villes dans la lutte contre les discriminations et pour la promotion et le respect des droits des personnes LGBTIQ+.



© Julien Gregorio – Ville de Genève

1 En 2015, la Ville de Genève accueille la rencontre annuelle du Rainbow Cities Network. Ses représentant-e-x-s posent aux côtés des associations locales à l'issue de la rencontre au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard.

2 En 2015, la Ville de Genève accueille la troisième rencontre annuelle du Rainbow Cities Network et la 15^e table-ronde des European Governmental LGBT Focal Points. Les deux réseaux se rejoignent pour une conférence commune ouverte par Flavia Pansieri, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme.

3 La Ville de Genève est membre associée d'Egides, nouvelle alliance francophone pour l'égalité et les diversités, et co-organise sa première conférence internationale et assemblée générale en juin 2021.

4 La délégation 2015 du Rainbow Cities Network pose devant le jet d'eau de Genève, coloré pour l'occasion.



© Egides



© Ville de Genève



© Le Refuge Genève – Dialogai – Cathy G. Photographies

1

2015

En mars 2015, l'association Dialogai lance le Refuge Genève. Inspiré du modèle français, cette structure unique en Suisse accueille des jeunes de moins de 25 ans dont l'orientation sexuelle, l'identité et/ou l'expression de genre leur créent des difficultés à l'école, dans la société, dans leur communauté religieuse, au sein de leur famille. Selon les cas, le Refuge propose hébergement d'urgence, accompagnement social et/ou médiation familiale, avec pour objectifs l'autonomisation et l'affirmation de soi. Le Refuge travaille au sein d'un important réseau de professionnel-le-x-s en lien avec les jeunes, notamment Totem, le groupe Trans* de l'Association 360 et l'Antenne LGBTI de l'Eglise protestante de Genève. Ses équipes reçoivent également des jeunes condamné-e-x-s pour violences homophobes, biphobes et transphobes, pour des sensibilisations et des travaux d'intérêt général. En 2017, le Refuge reçoit le Prix Jeunesse genevois en récompense de son engagement. L'année suivante, Dialogai Genève initie un réseau des Refuges européens regroupant la Suisse, la France, l'Italie, l'Espagne et la Belgique.



© Le Refuge Genève – Dialogai – Cathy G. Photographies

2



© Le Refuge Genève – Dialogai - Cathy G. Photographies



© Le Refuge Genève – Dialogai - Cathy G. Photographies

- ❶ Le Refuge Genève est créé en 2015 dans les locaux de Dialogai. C'est la première structure de ce genre en Suisse.
- ❷ Une équipe pluridisciplinaire accueille les jeunes LGBTQ+ au Refuge, qui est également ouvert à l'entourage et aux professionnel-le-x-s en lien avec la jeunesse.
- ❸ Les représentant-e-x-s des Refuges européens réuni-e-x-s en octobre 2018 à l'invitation du Refuge Genève.
- ❹ L'équipe du Refuge reçoit le Prix Jeunesse genevois en 2017.



© Asile LGBT

1



© Asile LGBT



2016

En 2016, le passage à tabac d'un jeune réfugié gay dans un foyer d'hébergement collectif met en lumière à la fois l'extrême vulnérabilité des réfugié-e-x-s LGBTIQ+ et leur invisibilité, ainsi que la difficulté pour les institutions à saisir les besoins spécifiques de ce groupe et à y donner des réponses adaptées. Face à cela, la Coordination asile.ge met en place le projet Asile LGBT sous la forme d'une recherche-action visant à la fois la production de connaissances et le développement de ressources. En 2019, face à la persistance des besoins en Suisse romande, le projet Asile LGBT Genève se constitue en association. Elle a pour but d'outiller les professionnel-le-x-s de l'asile, de former les associations LGBTIQ+ à l'accueil des réfugié-e-x-s, mais aussi d'autonomiser les requérant-e-x-s d'asile LGBTIQ+, dont plusieurs intègrent son comité.

1 Des membres d'Asile LGBT à la Pride de Lugano en 2018, aux côtés de UN Globe, l'association des employé-e-x-s LGBTI de l'ONU.

2 Le message «Qui que tu sois et qui que tu aimes, tu es bienvenu-e ici!», dans les 6 langues les plus parlées parmi les réfugié-e-x-s à Genève, est affiché dans les structures sensibilisées, notamment celles de l'Hospice Général.



© Natalia Cuzajy - Asile LGBT

3

3 Asile LGBTQ a pour objectif de créer du lien et de la solidarité entre des personnes LGBTQ+ ayant une expérience partagée de la migration.

4 Le projet Asile LGBTQ est également représenté à la Pride de Fribourg en 2016.



4

© Asile LGBT

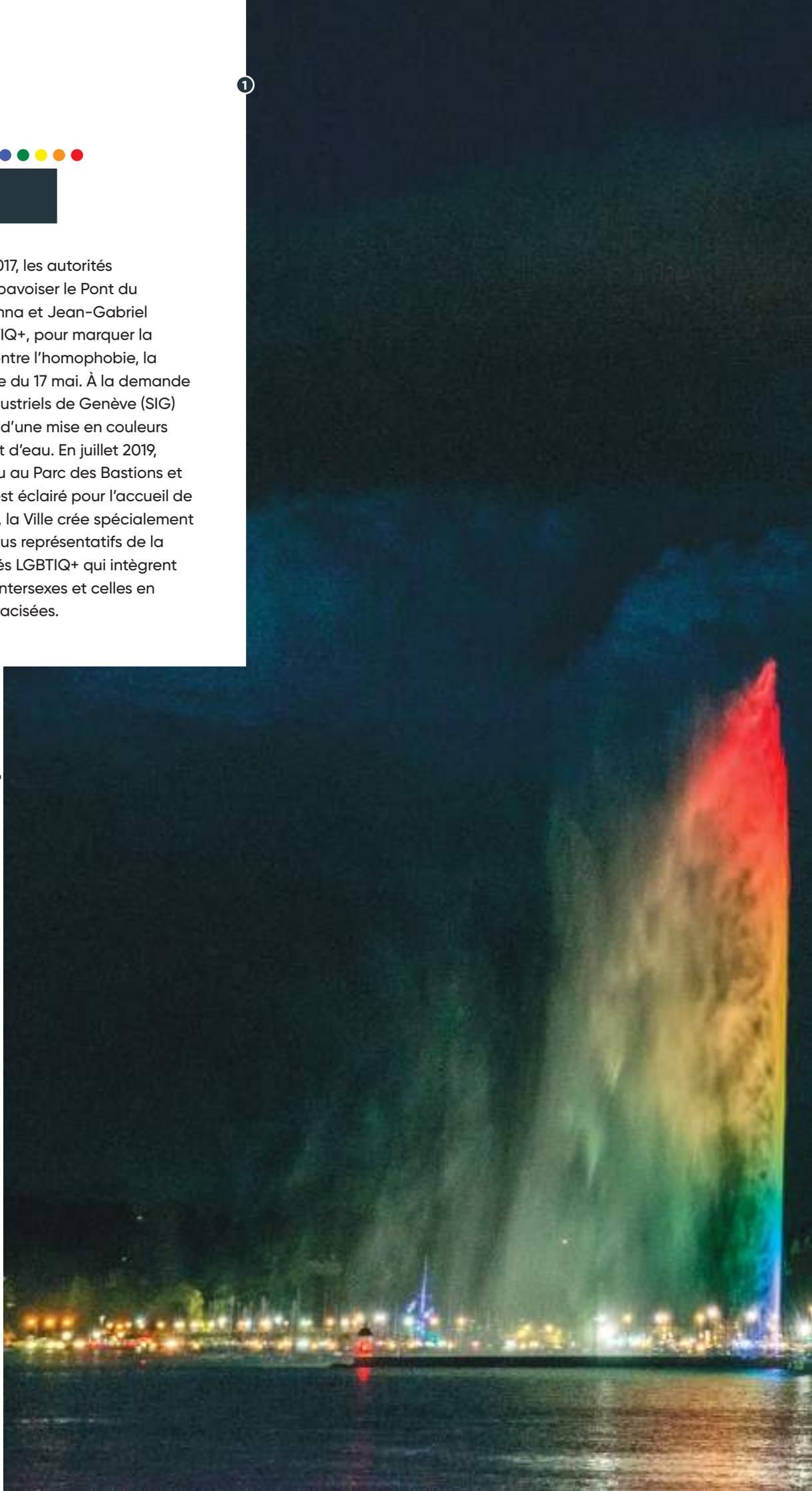


2017

Pour la première fois en 2017, les autorités municipales décident de pavoiser le Pont du Mont-Blanc et le Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard aux couleurs LGBTQ+, pour marquer la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie du 17 mai. À la demande de la Ville, les Services industriels de Genève (SIG) relèvent le défi technique d'une mise en couleurs arc-en-ciel du célèbre Jet d'eau. En juillet 2019, le pavoisement est étendu au Parc des Bastions et le Mur des Réformateurs est éclairé pour l'accueil de la Pride romande. En 2021, la Ville crée spécialement de nouveaux drapeaux plus représentatifs de la diversité des communautés LGBTQ+ qui intègrent les couleurs transgenres, intersexes et celles en référence aux personnes racisées.

© David Wagnières – Ville de Genève

1 La Ville de Genève affiche symboliquement son engagement chaque 17 mai lors de la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie.





2 Pavoisement du Pont du Mont-Blanc, sur le tracé de la Marche des Fiertés romande 2019, à Genève.

3 Le pavoisement du Pont du Mont-Blanc, ici en 2017, fait alterner les drapeaux genevois, suisses et LGBTQIQ+.

4 En 2021, de nouveaux drapeaux plus inclusifs sont réalisés par la Ville de Genève afin d'inclure les couleurs des fiertés transgenres, intersexes et celles des personnes LGBTQIQ+ racisées.



© Thierry Hottinger – Ville de Genève



© David Wagnières – Ville de Genève



4



© Anna Pizzolante - Ville de Genève



© Bettina Jacot-Descombes

1



2018

Un groupe de femmes seniors voit le jour en 2018, au sein de l'Association 360. Elles se nomment les Babayagas, en hommage à la maison pour femmes âgées fondée par Thérèse Clerc à Montreuil, en région parisienne. Les Babayagas rejoignent ainsi les gays aînés des Tamalou, un groupe de loisir et d'entraide qui existe depuis plus de 15 ans. Fruit de son long engagement auprès de ses aîné-e-x-s, l'Association 360 intègre en 2016 la Plateforme des associations d'aînés de Genève. L'année suivante, elle lance le projet Aîné-e-s LGBT, une recherche-action qui vise à mieux connaître les besoins de cette population et à améliorer leur prise en charge, notamment en formant les professionnel-le-x-s de la vieillesse. Le projet Aîné-e-s LGBT fait partie du Plan d'action Vieillesse de la Ville de Genève. En 2020, se tient la journée d'étude «Seniors LGBT: de l'invisibilité au droit d'être soi à tout âge», première conférence dédiée aux personnes âgées LGBT à être organisée en Suisse.

- 1 Jean-Pierre Sigrist, membre des Tamalou, pose devant son affiche de la campagne 2018 «Pouvoir être soi à tout âge» de la Ville de Genève.
- 2 Présentation du projet Aîné-e-s de l'Association 360 à Cité Seniors en 2018, dans le cadre de la campagne «Pouvoir être soi à tout âge» de la Ville de Genève.
- 3 Geneviève Bailly, des Babayagas, et André Lauper, des Tamalou, groupes d'aîné-e-x-s LGBT de l'Association 360, témoignent en ouverture de la journée d'étude «Seniors LGBT: de l'invisibilité au droit d'être soi à tout âge».



© Ville de Genève

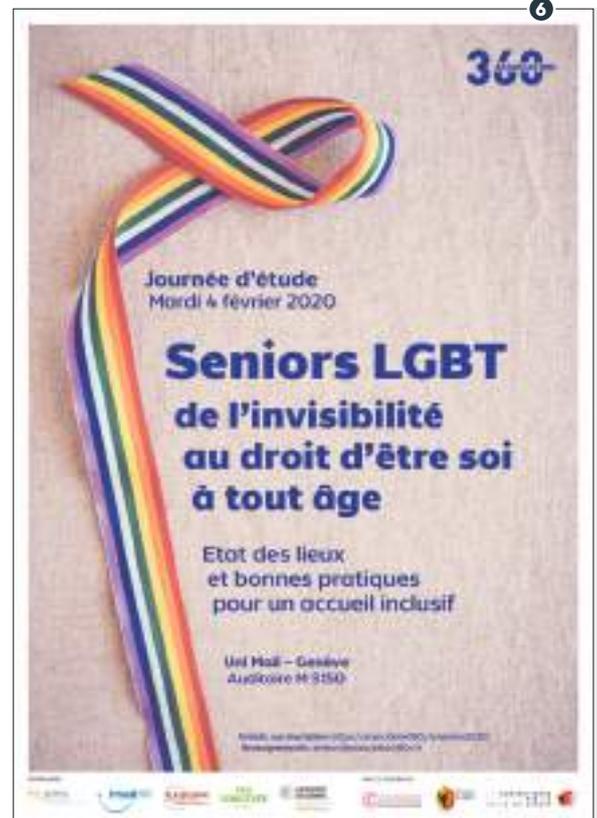
2



4 André Lauper, des Tamalou, et Miguel Limpo, responsable du projet Aîné-e-s LGBT de l'Association 360, rencontrent les hôtes du foyer de jour pour personnes âgées l'Oasis, dans le cadre de la campagne 2018 «Pouvoir être soi à tout âge» de la Ville de Genève.

5 Nicolas Burnand, des Tamalou, et Miguel Limpo, responsable du projet Aîné-e-s LGBT de l'Association 360, échantent avec les résident-e-x-s de l'EMS de la Petite Boissière, dans le cadre de la campagne «Pouvoir être soi à tout âge» de la Ville de Genève.

6 Pour la première fois en Suisse romande, la journée d'étude «Seniors LGBT de l'invisibilité au droit d'être soi à tout âge», organisée en 2020, réunit professionnel-le-x-s du social et de la santé, seniors LGBTIQ+, associations et chercheur-e-x-s.





© Thierry Hottinger - Ville de Genève

1



© Laurent Guiraud - Tribune de Genève

2



© Muriel Dégerine (artefact) et Ariane Alotti

3



© Jessica Miranda Teles - Geneva Pride 2020

2019

- 1 40 000 personnes participent à la Marche des Fiertés romande du 6 juillet 2019 à Genève.
- 2 La Marche des Fiertés romande 2004 à Genève, avec un petit char en mémoire de l'ex-squat *queer* Chez Brigitte.
- 3 Après Lausanne, Fribourg, Berne, Sion, Neuchâtel et Delémont, la Pride romande revient à Genève en 2004 et accueille plus de 4 000 personnes.

- 4 En raison de la crise sanitaire due au Covid-19, la Marche des fiertés de Genève n'a finalement pas lieu en 2020. Faisant preuve de créativité, l'association Geneva Pride maintient cependant une certaine visibilité des communautés LGBTQI+ dans l'espace public, comme avec cette Marche symbolique composée d'une centaine d'empreintes de pas et de revendications à travers la ville.

Pour la quatrième fois et après huit ans d'absence, Genève accueille en 2019 la Pride romande itinérante, née dans la ville en 1997. Célébrant le 50^e anniversaire des Émeutes de Stonewall à New York, considérées comme l'origine des Marches des fiertés modernes, la Geneva Pride 2019 revendique notamment la fin des mutilations sur les enfants intersexes, le changement facilité d'état civil pour les personnes trans* ainsi que l'accès, plein et égalitaire, au mariage et à la filiation pour les couples de même sexe en Suisse. L'événement réunit quelques 40 000 personnes: elle pulvérise ainsi le record de fréquentation des Prides romandes et marque l'histoire! Face à ce succès, l'édition 2020 est également prévue à Genève. Elle doit malheureusement être ajournée en raison de la crise sanitaire du Covid-19. Le comité d'organisation ne manque cependant pas de créativité pour maintenir une certaine visibilité dans l'espace public et appose des traces de pas et des slogans multicolores sur les trottoirs, pour une Marche des fiertés symbolique.

5 En 2011, la Pride de Genève détourne la devise de la ville en «Post Tenebras Love» et réclame les mêmes droits pour tou-te-x-s.

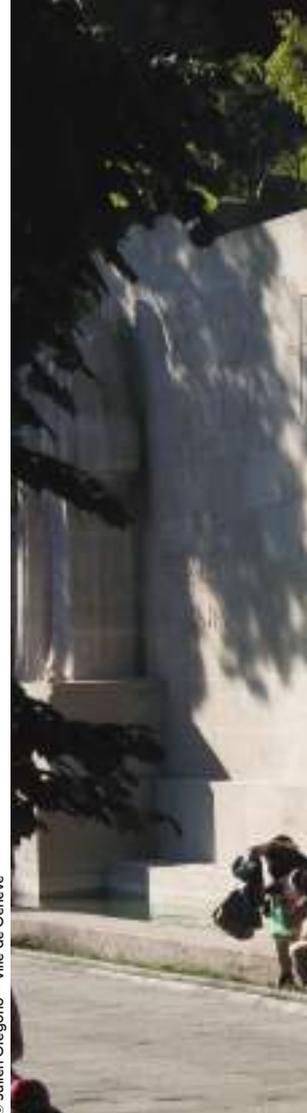
6 Près de 10 000 personnes défilent à Genève en 2011.

7 En 2011, la devise de la cité de Calvin «Post Tenebras Lux» est détournée en revendications: «Post Tenebras Love», «Post Tenebras Justice», «Post Tenebras Adoption» ou encore «Post Tenebras Transidentités».

8 Rainbow Ville, l'association du personnel LGBTIQ+ et allié de la Ville de Genève, fondée en 2019, participe à sa première Marche des fiertés à Genève.



© frech-avec-un-c.com



© Julien Gregorio – Ville de Genève



© Julien Gregorio – Ville de Genève



7



8

© Bettina Jacot-Descombes



Remerciements

Nous souhaitons remercier pour leur généreuse contribution en documents et leur aide précieuse dans la préparation de cette exposition et brochure :

Eric Aldag, Ariane Arlotti, Anne Arvy, Chris Barthélémy, Patrick Berguer, Chloé Berthet, Didier Bonny, Anne Bonvin-Bonfanti, Christian Bonzon, Pierandré Boo, Sylvie Burgnard, Sylvie Cachin, Djemila Carron, Christophe Catin, Philippe Christin, Florence Coupiac, Laurence Courtois, Natalia Cuajy, Muriel Dégerine, Yves de Matteis, Mauranne Di Matteo, Geneviève Donnet, Chatty Ecoffey, Alex Efimoff, Elodie Ernst, Virginie Fürst, Catherine Gaillard, Magali Girardin, Monique Graber Sangiorgio, Brigitte Grass, Julien Gregorio, Marie-Hélène Grinevald, Patrizia Gruosso, Laurent Guiraud, Michael Häusermann, Ella Hautier, Sébastien Houchidar, Irina A. Ionita, Steeve Iuncker, Bettina Jacot-Descombes, Frédéric Julliard, Pascale Kabis, Anis Kaiser, André Lauper, Rhéal LeBlanc, Miguel Limpo, Patrick Lopreno, Alain Meichtry, Isabelle Meister, Pascal Messerli, Sophie Meyer, Ferdinando Miranda, Stéphanie Monay, Luca Nizzola, Nina Ognjanov, Daniele Paletta, Ester Paredes, Christiane Parth, Jorge Perez, Christophe Petit, Irina Popa, Dominique Rachex, Nathalie Roig, Héroïse Roman, Marie-Claire Roulin, Delphine Roux, Didier Ruef, Claude Ruet, Alexandra Ruiz, Olivier Salamin, Alexia Scappaticci, Eric Schmit, Laure Schwarz, Isabelle Sentis, Jean-Pierre Sigrist, Matthias Thomann, Nicolas Tournier, Camille Vallier, Eléonore Varone, David Wagnières, Françoise Weissen, Nesa Zimmermann.

Archives d'Etat du canton de Genève, Archives Le Temps, Asile LGBT, Association 360, Bibliothèque de Genève, Chez Brigitte, Dialogai, Fédération genevoise des associations LGBT, Fédération romande des associations LGBTIQ, Festival Everybody's Perfect, Fonds Halosis, frech-avec-un-c.com, Geneva Pride 2019, Geneva Pride 2020, ILGA World, Le Refuge Genève, Les Indociles, Les Services industriels de Genève (SIG), Lestime, LGBT Youth, LOS, Magazine 360°, Pink Cross, QueerCode, Service d'information de l'Office des Nations Unies à Genève, Totem, Tribune de Genève, UN Photo.

Impressum

Cette brochure reprend et complète l'exposition «Genève, fière de son histoire LGBTQI+», présentée du 1^{er} juillet au 11 août 2019 au Parc des Bastions, dans le cadre de la campagne contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie de la Ville de Genève, intitulée «Mémoires LGBTQI+». Plus d'informations sur www.17mai-geneve.ch.

Création et coordination de l'exposition:
Guillaume Mandicourt et Stéphanie Monay
(Ville de Genève, service Agenda 21 –
Ville durable), sur une idée originelle de
la Geneva Pride 2019 (Leona Godfrey).

Textes: Guillaume Mandicourt et Stéphanie
Monay (Ville de Genève, service Agenda 21 –
Ville durable)

Design graphique: Chatty Ecoffey

Impression: Centre municipal d'achat et
d'impression (CMAI) de la Ville de Genève

La publication de cette brochure est soutenue
par les Services industriels de Genève (SIG).

© Ville de Genève – Juin 2021 – Toute
reproduction est soumise à autorisation



Service Agenda 21 – Ville durable
www.geneve.ch/a21

Avec le soutien de

